

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra – 04/07/2025

AUSTRALIE – BREVES.....	2
Annonces et rencontres à haut niveau dans le contexte de la reprise des négociations pour un accord de libre-échange UE-Australie.....	2
Le Gouvernement australien dessine ses priorités sur l'agriculture d'ici à 2028.....	2
Déforestation : l'Australie notée à faible risque au regard du RDUE ; les ONG dénoncent et documentent à nouveau des pratiques destructrices.....	3
Le secteur australien de la viande rouge abandonne sa cible de neutralité carbone à 2030.....	3
L'Australie propose d'assouplir les règles de mise sur le marché relatives aux OGM et NGT en Australie et en Nouvelle-Zélande.....	3
A partir du 1 ^{er} juillet 2025, l'étiquetage de l'origine des produits de la mer est obligatoire en restauration.....	4
Le système alimentaire australien pèserait 274 Md AUD en coûts cachés et devrait être repensé par une approche holistique.....	4
Lancement d'un dispositif indépendant de crédits biodiversité.....	4
Le secteur agricole australien inquiet que le Gouvernement plie face aux Etats-Unis sur le bœuf.....	4
Le Département de l'agriculture lève les restrictions liées à la fièvre aphteuse en Allemagne.....	4
Un foie gras cellulaire a été approuvé pour la commercialisation en Australie.....	4
De nombreuses exploitations d'arboriculture et maraîchage déclarées non-conformes sur les droits des travailleurs.....	5
Plusieurs projets de production de biocarburants pour l'aviation à base de colza.....	5
La filière viticole publie son plan stratégique 2025-30 : équilibre offre-demande, productivité, durabilité, capacité.....	5
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 02/07/2025).....	5
AUSTRALIE – MICRO-BREVES.....	6
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES.....	8
Les exports néo-zélandais battent plusieurs records en 2024-25.....	8
Budget 2025 – Continuité et annonce d'une déduction fiscale pour les achats d'agroéquipements.....	8
Le Gouvernement poursuit son chantier de dérégulation de l'activité agricole – lancement de consultations.....	8
Le Gouvernement lance un système de certification officielle « grass-fed ».....	8

Le secteur de l'élevage et le Gouvernement signent un accord de préparation et d'action à la fièvre aphteuse.....	8
Le Gouvernement lance 9 expérimentations de crédits biodiversité.....	9
Le secteur laitier serait vraisemblablement exclu du projet d'accord de commerce entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande.....	9
Le Gouvernement accorde 150 000 NZD supplémentaires à la mise en œuvre de l'accord OMC sur les subventions à la pêche	9
Visite du Ministre du commerce néo-zélandais en Europe et à Paris	9
La Nouvelle-Zélande améliore l'accès de son bois au marché vietnamien	9
Le secteur agricole suit la situation dans le Golfe Persique.....	9
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 02/07/2025)	10
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES.....	10

AUSTRALIE – BREVES

Annonces et rencontres à haut niveau dans le contexte de la reprise des négociations pour un accord de libre-échange UE-Australie

Plusieurs développements ont eu lieu dans les dernières semaines.

La Présidente de la Commission européenne a suggéré de négocier un accord de partenariat stratégique portant sur la défense et la sécurité, au-delà d'un seul accord de commerce ; le Premier Ministre australien a prudemment mais favorablement accueilli cette proposition, qui a ensuite pris en importance dans le contexte du conflit en Iran.

Sur l'accord de commerce, le Premier ministre et le Ministre du commerce australiens ont évoqué la suppression de la taxe sur les voitures de luxe européennes, qui frappe les véhicules vendus à un prix supérieur à 80 567 AUD pour les voitures à essence (seuil plus élevé pour les voitures électriques). L'Ambassadeur européen en Australie, quant à lui, a évoqué la possibilité d'abaisser les demandes de l'UE sur la protection de ses indications géographiques en Australie, les dénominations les plus problématiques étant Feta, Parme, et Prosecco. La *National Farmers Federation* a salué l'ambition de reprendre les négociations et rappelé son attachement à ce que le secteur agricole australien obtienne un accès volumineux au marché européen. Enfin, le 19 mai les Ministres

du commerce des pays membres du CPTPP ont publié un communiqué ouvrant la voie à une adhésion de l'UE et de l'ASEAN, ce qui s'articulerait avec un accord de libre-échange UE-Australie.

Dans ce contexte, les rencontres à haut niveau se sont accélérées. En particulier, le Ministre australien du commerce a rencontré son homologue français Laurent Saint-Martin ainsi que le Commissaire européen au commerce. La Présidente de la Commission européenne a indiqué envisager un déplacement en Australie fin juillet ou début août, mais qui n'a pas été confirmé depuis.

[Dailymail](#), [SMH](#), [SMH](#), [UK Parliament](#), [Guardian](#), [ABC](#), [AFR](#), [AFR](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [NFF](#), [NFF](#)

Le Gouvernement australien dessine ses priorités sur l'agriculture d'ici à 2028

La Ministre fédérale de l'agriculture Mme Julie Collins a partagé dans une interview à ACM que les priorités du Gouvernement seraient mises sur le commerce, la biosécurité, la durabilité des exploitations (notamment par le plan sectoriel sur les émissions agricoles), la sécurité alimentaire, et le retour sur investissement pour les agriculteurs. Elle a écarté tout encadrement réglementaire contraignant des pratiques agricoles, insistant sur le fait que les agriculteurs australiens devaient

continuer à pouvoir produire le plus sagement possible. Elle a par ailleurs évoqué une stratégie nationale sur les carburants renouvelables et sur les aliments animaux biosourcés, ainsi que le souhait de développer la transformation en Australie pour ajouter de la valeur. [Farmonline](#)

Déforestation : l'Australie notée à faible risque au regard du RDUE ; les ONG dénoncent et documentent à nouveau des pratiques destructrices

La Commission européenne a publié le 23 mai son classement des niveaux de risque des pays vis-à-vis de la déforestation relative à la production de 7 commodités : bœuf, cacao, café, huile de palme, caoutchouc, soja et bois. Si la filière australienne de la viande bovine se réjouit de la note de « faible risque » attribuée à l'Australie (ce classement réduisant les exigences sur ses exports vers l'UE), les collectifs de défense de l'environnement dénoncent les décisions européennes qu'elles jugent déconnectées de la réalité du terrain. Elles dénoncent en particulier les défrichements massifs au profit de l'élevage bovin dans le Queensland, détruisant des habitats d'espèces menacées tels que le koala.

L'ONG *Australian Conservation Foundation* (ACF) a notamment publié en juin deux rapports sur la déforestation en Australie. Le premier (*Bulldozing the bush*) établit sur la base d'analyse d'images satellites par 675 citoyens que 90 000 ha ont été défrichés entre 2020 et 2025 dans le Queensland, tuant des millions d'animaux. Ces défrichements se sont produits très majoritairement au profit de l'élevage bovin, sur des parcelles enregistrées dans les bases officielles comme hébergeant des espèces menacées, et sans que les propriétaires demandent l'autorisation préalable au Gouvernement, conformément aux obligations qui leur incombent. Le Gouvernement du Queensland a indiqué avoir lancé une enquête, et ACF a déposé 76 plaintes. Le secteur agricole a quant à lui fortement attaqué le rapport, l'estimant « plein de trous et à charge contre l'agriculture », ne représentant pas à leur juste niveau les efforts des éleveurs pour gérer la biodiversité sur leurs terres ; Cattle Australia a appelé à révoquer le statut d'ONG à ACF ; et AgForce a assuré que les éleveurs

avaient agi dans leur bon droit. Le second rapport (*Financed deforestation: banks' roles and responsibilities*) identifie 100 cas de déforestation entre juillet 2023 et juillet 2024 liés aux principales banques australiennes (NAB, ANZ, Commbank, Rabobank, Westpac), qui auraient accordé des prêts aux éleveurs malgré des pratiques illicites dans certains cas ; ACF a indiqué déposer des plaintes pour 42 occurrences.

[EU Commission](#), [EU Commission](#), [Farmonline](#), [MLA](#), [ACF](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Cattle Australia](#), [ACF](#), [ACF](#), [ABC](#)

Le secteur australien de la viande rouge abandonne sa cible de neutralité carbone à 2030

Dans une nouvelle version de son plan stratégique à 2030, l'organisation *Meat & Livestock Australia* fixe désormais à la filière de la viande rouge l'ambition non d'être neutre en émissions à 2030 mais de s'aligner sur l'objectif national de neutralité à 2050. La cible à 2030 avait été estimée par le *Red Meat Advisory Council* comme impossible à atteindre, et les éleveurs pastoraux s'estimaient injustement traités, rappelant la particularité de la courte durée de vie du méthane dans l'atmosphère. Le Gouvernement a jugé ce revirement « décevant », et rappelé la nécessité que l'agriculture réduise ses émissions. [MLA](#), [The Australian](#), [ABC](#)

L'Australie propose d'assouplir les règles de mise sur le marché relatives aux OGM et NGT en Australie et en Nouvelle-Zélande

L'autorité australienne et néo-zélandaise de sécurité sanitaire de l'alimentation FSANZ a proposé une nouvelle définition de la notion d'aliment génétiquement modifié, ce qui impacte les règles applicables en matière d'étiquetage et d'autorisation préalable à la mise sur le marché. La nouvelle définition, actuellement soumise à consultation des ministres de l'agriculture d'Australie et de Nouvelle-Zélande, changerait de paradigme en se fondant sur la présence d'« ADN nouveau » dans le produit final plutôt que sur les processus de fabrication utilisés. Elle exclurait donc les plantes et animaux issus d'édition génomique utilisant de l'ADN cisgénique (même espèce), et les aliments transformés dérivés d'OGM quand l'ADN

nouveau ou la protéine nouvelle n'y sont plus détectables. Le secteur bio alerte sur ces modifications, invoquant le manque de transparence pour les consommateurs et l'affaiblissement des démarches de certification existantes. [FSANZ](#), [Australian Organic Ltd](#)

A partir du 1^{er} juillet 2025, l'étiquetage de l'origine des produits de la mer est obligatoire en restauration

L'étiquetage de l'origine sur les produits emballés vendus en grande distribution est obligatoire depuis 2006. A partir du 1^{er} juillet 2025, il est également obligatoire pour les produits de la mer servis en restauration sur place et à emporter. Une période de transition d'un an entre en vigueur et les contrôles relatifs à ces nouvelles obligations démarreront au 1^{er} juillet 2026. [ABC](#), [Business Gov](#)

Le système alimentaire australien pèserait 274 Md AUD en coûts cachés et devrait être repensé par une approche holistique

Le système australien de l'agriculture et de l'alimentation représente une valeur de 800 Md AUD, et nourrit l'équivalent de 100 millions de personnes. La principale organisation australienne de recherche (CSIRO) appelle cependant à le repenser en profondeur pour accompagner les agriculteurs vers davantage de résilience. Elle note également que la production alimentaire de l'Australie représenterait jusqu'à 274 Md AUD de coûts cachés en impacts environnementaux et sanitaires principalement. Face à un pilotage fragmenté de la thématique de l'alimentation sur plusieurs portefeuilles ministériels, le CSIRO recommande une approche holistique du système alimentaire du pays. L'*Australian Conservation Foundation* a salué les conclusions de ce travail. [CSIRO](#), [ACF](#)

Lancement d'un dispositif indépendant de crédits biodiversité

L'organisation Eco-Markets Australia a lancé un nouveau marché de crédits biodiversité, récompensant les gestionnaires de terres préservant et restaurant les zones de forêt pluviale

tropicale du Nord-Est du Queensland. Les projets doivent être validés comme apportant un bénéfice en termes de biodiversité, ou de limitation d'une menace sur la biodiversité, dans la région. Les crédits obtenus peuvent être associés aux crédits carbone officiels australiens (ACCU). D'après l'organisation, les acheteurs potentiels de ces crédits seraient surtout des pouvoirs publics, des grandes entreprises, et des banques. [AgFunderNews](#)

Le secteur agricole australien inquiet que le Gouvernement plie face aux Etats-Unis sur le bœuf

Des inquiétudes émergent au sein du secteur agricole australien alors que le Gouvernement pourrait faciliter l'accès du bœuf américain au marché australien, en l'échange de la levée de certains tarifs imposés par les Etats-Unis. Le bœuf américain ne peut aujourd'hui pas être exporté vers l'Australie à cause d'un manque de traçabilité fine sur l'origine des animaux, ce qui crée un risque de propagation de certaines maladies. Le marché pour le bœuf américain en Australie est cependant *a priori* très réduit. [ABC](#)

Le Département de l'agriculture lève les restrictions liées à la fièvre aphteuse en Allemagne

Le DAFF a indiqué le 16 juin avoir terminé d'évaluer le dossier déposé par les autorités allemandes, qui demandaient à faire reconnaître l'Allemagne comme indemne de fièvre aphteuse. Cette reconnaissance a été acceptée avec date d'effet au 14 avril 2025. Cela signifie que les produits contenant des ingrédients laitiers sourcés, fabriqués ou exportés d'Allemagne depuis le 14 avril 2025 et avant le 14 novembre 2024 peuvent être exportés selon les règles usuelles ; et que les produits entre ces deux dates restent soumis aux restrictions qui prévalaient. [DAFF](#)

Un foie gras cellulaire a été approuvé pour la commercialisation en Australie

L'autorité de sécurité sanitaire de l'alimentation FSANZ a donné son feu vert après 2 ans d'études à

l'entreprise Vow basée à Sydney. Le produit, fabriqué à partir de cellules de caille japonaise, devrait être disponible à la consommation dans les prochains mois. Le débat persiste sur l'intérêt des consommateurs, notamment dans la durée. [ABC](#), [Forbes](#)

De nombreuses exploitations d'arboriculture et maraîchage déclarées non-conformes sur les droits des travailleurs

Une enquête de 3 ans par *Fair Work Ombudsman* menée sur 360 fermes et auprès de 512 entreprises, a trouvé des non-conformités dans 80% des exploitations dans certaines zones du Victoria, et de nombreuses irrégularités également dans le New South Wales. Dans de nombreux cas, les travailleurs maltraités sont des migrants et disposant de visas temporaires ; et les mis en cause sont des cabinets de recrutement plutôt que les exploitants agricoles eux-mêmes. [ABC](#)

Plusieurs projets de production de biocarburants pour l'aviation à base de colza

Actuellement, le colza australien est exporté majoritairement vers l'UE, pour y servir de base à la production de biocarburants. Des projets émergent en Australie pour localiser cette étape de transformation, impliquant notamment la société de carburants Ampol, le fonds IFM Investors, et le collecteur de grains GrainCorp qui

étudie la faisabilité de construire une usine de trituration d'une capacité de 1Mt par an. Sa localisation n'est pas encore décidée. [ABC](#)

La filière viticole publie son plan stratégique 2025-30 : équilibre offre-demande, productivité, durabilité, capacité

Le plan se donne comme axes stratégiques un rééquilibrage de l'offre et de la demande ; une meilleure transparence de marché ; le soutien à la mise en durabilité ; et l'attractivité d'investissements dans la filière. *Wine Australia* le présente comme une évolution de sa propre organisation aussi, en réponse à une période nouvelle après 2020-25 marquée par le covid et la fermeture du marché chinois. Le plan met l'accent sur la R&D et l'adoption des solutions par les viticulteurs pour améliorer la productivité ; la diversification et la montée en valeur des débouchés ; l'innovation dans l'économie circulaire et la réduction des émissions ; la formation et l'échange de pratiques. Il est accompagné d'un plan opérationnel annuel 2025-26 qui donne des détails en termes d'allocation des ressources et des investissements (progrès variétal, études de marché, évolution du cadre réglementaire...), notamment au travers du *Australian Wine Future Fund* qui sera doté de 50 M AUD sur 5 ans. [Wine Australia](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 02/07/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
Avril 2025 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	50,9M€	6,7M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+44,2M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 19,2M€ Préparations à base de céréales (19) : 5,9M€ Résidus des industries ; aliments pour animaux (23) : 5,4M€	Viandes (02) : 2,0M€ Boissons (22) : 1,1M€ Autres produits d'origine animale (05) : 0,9M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- Les conditions de forte [sécheresse](#) dans le Sud et l'Ouest de l'Australie devraient [réduire](#) la production agricole d'un équivalent de 1,3 Md AUD et les exports agricoles de 2,3 Md AUD, et la récolte de cultures d'hiver de 8 Mt. Dans ce contexte, le [Victoria](#) a annoncé débloquer une enveloppe de 15,9 M AUD pour soutenir les agriculteurs ayant subi des pertes dues aux conditions de sécheresse. Il est estimé que 44% des élevages laitiers d'Australie sont touchés par la sécheresse. La Ministre fédérale de l'agriculture rappelle la mobilisation du fonds de soutien rural et de [résilience](#) à la sécheresse, doté d'un budget de 1 Md AUD ; ainsi que d'une nouvelle enveloppe de [36 M AUD](#) pour accompagner les agriculteurs à se préparer et à réagir face aux risques de sécheresse.
- Les prix de l'[urée](#) en Australie ont [augmenté](#) en répercussion du conflit entre Israël et l'Iran (passage de 760 AUD/tonne à 900 AUD/tonne dans le Victoria ; bond plus faible à l'Ouest de l'Australie). Le cessez-le-feu temporaire n'a pas à ce stade eu pour effet de les faire [redescendre](#). L'Australie a importé 1,3 Mt d'urée depuis le début de l'année 2025.
- Les ventes de [tracteurs](#) sont à leur niveau le plus bas depuis 5 ans, en raison de taux d'intérêt élevés, de conditions de production variables et de pression sur le pouvoir d'achat. La filière du machinisme n'est cependant pas inquiète à ce stade, ayant réalisé de fortes ventes dans les deux dernières années. L'entreprise hollandaise EOX Tractors, quant à elle, anticipe l'arrivée de [tracteurs 100% électriques](#) en Australie dans la deuxième moitié de 2026.
- Une femme a été condamnée à 2 ans de prison pour importation frauduleuse de produits illégaux (porc, viande de grenouille, crevettes crues...) notamment depuis la Thaïlande. Elle avait fabriqué de faux documents pour éviter les contrôles de [biosécurité](#).
- Les autorités australiennes de [biosécurité](#) saluent la disponibilité de nouvelles technologies d'identification rapide de bioagresseurs (MALDI-TOF et MinION), permettant de diviser le temps d'analyse par plus de 20 dans certains cas.
- Un projet de 10 M AUD piloté par le CSIRO et avec une contribution de 6,8 M AUD sur 5 ans par la [GRDC](#) a été lancé, qui vise à donner à l'Australie un cadre pour la [santé des sols](#) (*Australian Soil Health Framework*) de manière à éviter de se faire imposer des standards internationaux inadéquats. Ceux-ci concernent en particulier l'*International Sustainability and Carbon Certification*, pour les exportateurs de colza vers l'UE ; mais aussi l'application de fertilisants (utilisés plus fortement en Australie pour renforcer la santé des sols), les couverts végétaux (l'humidité du sol est insuffisante en Australie).
- Selon Rabobank, les [droits réciproques](#) de 10% imposés par les Etats-Unis à l'Australie représentent un surcoût de 2 cents par burger pour les consommateurs américains ; l'expert souligne que cet effet dépend fortement du taux de change.
- Utilisant des [travaux](#) de l'Université de Nouvelle-Angleterre, le Gouvernement (DCCEEW) a révisé l'équation de calcul des émissions de [méthane](#) des bovins viande en [parc d'engraissement](#) australien. Le nouveau calcul mène à une réduction de 56% des émissions estimées, en moyenne sur les 5 dernières années. Les émissions des bovins en parc d'engraissement sont 80 à 85% plus faibles qu'en pâturage extensif, du fait de rations alimentaires plus énergétiques, plus digestibles, et avec moins de fibres. La [filière](#) australienne a salué ces travaux, commandités et financés par *Meat & Livestock Australia*.
- Un spot publicitaire de la filière de la viande ovine a remporté la médaille d'argent dans la catégorie publicité-communication du festival de [Cannes](#) 2025. Le spot a été élaboré par *Meat & Livestock Australia* et repose sur la représentation en vie réelle des commentaires postés sur Internet.
- Le groupe laitier australien [Bega](#) a fait part de son intention d'acquérir tout ou partie des opérations de Fonterra Australia (soit 8 usines), avec qui il travaille déjà pour la commercialisation de ses fromages.

D'autres entités s'étaient également prononcées, en particulier le Français Lactalis, le Japonais Meiji et l'Américain Warburg Pincus.

- Le secteur laitier, ayant testé deux scénarios de rachats d'eau dans le bassin [Murray-Darling](#) par le Gouvernement fédéral, conclut à des impacts négatifs sur la filière : réduction de l'eau disponible pour irrigation, montée des prix de l'eau, réduction de la production et de la transformation laitières. Le secteur appelle à l'arrêt des rachats d'eau. Une estimation par *Dairy Australia* et *Australian Dairy Industry Council* chiffre à [500 M AUD](#) par an les impacts économiques (y compris sur les communautés locales non agricoles) des rachats d'eau, et à entre 3% et 15% les baisses potentielles de production de lait.
- Le [Victoria](#) a annoncé la fin de l'épisode de grippe aviaire (H7N8) ouvert en février 2025 (après un autre épisode en mai 2024), et a levé les restrictions de mouvements des animaux.
- Des images vidéo d'une exploitation [porcine](#) de South Australia publiées par *The Farm Transparency Project* montrent des porcs gardés avec des animaux de production morts, des porcs coincés ou trop nombreux par enclos, et des animaux morts à divers endroits de l'exploitation.
- Le Victoria prépare un corpus réglementaire, qui sera mis à consultation, pour encadrer l'utilisation de [clôtures virtuelles](#). Cette technologie attendue des éleveurs est une alternative aux clôtures électriques physiques, plus impactantes pour la gestion du paysage, et aux chocs plus violents. Le Département fédéral de l'agriculture développe des lignes directrices pour harmoniser l'usage de cette technologie.
- L'entreprise française de biostimulants [Axioma Biologicals](#) a annoncé un partenariat avec RLF, groupe situé en Western Australia et spécialisé dans les fertilisants liquides ; ce partenariat vise à faciliter la distribution des produits Axioma en Australie.
- Le cabinet Shine Lawyers envisage une plainte collective contre le [paraquat](#) et ses contributions à la maladie de Parkinson ; 150 000 personnes en Australie vivent avec la maladie de Parkinson.
- Le 02 juillet, l'Américain Bunge et l'Australien [Viterro](#) (collecteur de grains de la côte Sud) ont annoncé avoir [fusionné](#) leurs activités pour un montant atteignant 12,5 Md AUD.
- La variété d'[orge brassicole](#) Laperouse développée par le semencier français Secobra en Australie, a reçu son accréditation. Elle présente l'avantage d'être adaptée aux zones de faible pluviométrie et sera commercialisée par Seednet.
- [Vinarchy](#), la compagnie résultant de la fusion entre Accolade Wines et Pernod-Ricard Winemakers, a annoncé la fermeture de deux unités de production en South Australia, au bénéfice de deux projets : Berri Estates (investissement de 70 M AUD) et Rowland Flat (30 M AUD).
- *Wine Australia* publie des guides aux [viticulteurs](#) pour mettre en œuvre des pratiques écologiques.
- Treasury Wine Estates a annoncé avoir mis au point un procédé de production de [vin sans alcool](#) sans altération du goût. Le groupe a dévoilé mi-juin une nouvelle unité de production, d'un coût de 15 M AUD, dans la Barossa Valley (South Australia).
- L'Australie a obtenu de l'Inde la révision de conditions de traitements à la chaleur pour les [noix de Macadamia](#), qui facilitera le commerce.
- Une scierie aurait récolté du bois pour le transformer en copeaux vendus à la chaîne [Domino's](#) pour fumer les pizzas, sous certification FSC alors que plusieurs critères du label auraient été enfreints (dont des vols d'arbres voisins dans une forêt publique, un manque de considération pour les cours d'eau, et une récolte sur des parcelles abritant des espèces menacées).

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

Les exports néo-zélandais battent plusieurs records en 2024-25

Le secteur agricole néo-zélandais bat son record avec 59,9 Md NZD (33,5 Md€) à l'export pour l'année financière 2024-25, ce qui représente 82,6% des exports de biens du pays. Cette performance est portée par le secteur laitier (27 Md NZD soit +16% en 1 an), celui de la viande rouge (12,3 Md NZD soit +8%), et l'horticulture (8,5 Md NZD soit +19%) notamment le kiwi. Zespri, qui porte une forte part de l'augmentation des exports néo-zélandais, a exporté un volume record de 220,9 millions de barquettes de kiwis en 2024-25, contre 164,2 millions en 2023-24, soit un chiffre d'affaires mondial total record de 5,03 Md NZD. La performance historique du secteur agricole néo-zélandais a été rendue possible par une bonne pousse de l'herbe, des prix élevés dans un contexte de forte demande mondiale, et un accès facilité aux marchés extérieurs (notamment par l'accord de libre-échange avec l'UE). La projection donne une dynamique de poursuite à la hausse avec un chiffre de 65,7 Md NZD en 2029. Le *Ministry for Primary Industries*, qui a publié le rapport, note cependant les risques liés aux incertitudes dans le commerce mondial. [SOPI](#), [Zespri](#), [Farmers Weekly](#), [Beehive](#), [Beehive](#), [HortNZ](#), [Beehive](#)

Budget 2025 – Continuité et annonce d'une déduction fiscale pour les achats d'agroéquipements

Le budget 2025 attribue 4,95 Md NZD au secteur primaire sur les quatre prochaines années ; cette enveloppe n'apporte pas de nouveaux financements mais sécurise le budget du *Ministry for Primary Industries*. Le Premier Ministre a annoncé par ailleurs que 20% du montant d'achats d'agroéquipements serait désormais déductible du revenu imposable. Cette décision, qui vise à booster la productivité du pays, a été saluée par les exploitants, étant donné que les prix des agroéquipements ont augmenté de 30% dans les 5 dernières années. [Farmers Weekly](#), [NZ Herald](#)

Le Gouvernement poursuit son chantier de dérégulation de l'activité agricole – lancement de consultations

Dans la continuité de décisions déjà prises dès son arrivée au pouvoir fin 2023, le Gouvernement propose des réformes sur 3 volets impactant significativement l'activité de production agricole : infrastructures et développement ; secteur primaire ; gestion des eaux douces. Plusieurs ouvertures sont proposées dans les documents de discussion mis à consultation, notamment l'allègement des règles encadrant le pâturage hivernal, l'assouplissement des conditions d'acceptation d'activités aquacoles, ou encore une meilleure faisabilité des activités de production dans les zones côtières. Le secteur de la viande rouge invite les éleveurs à contribuer, défendant également la non-exclusion des zones humides pour les animaux en pâturage non-intensif. [MPI](#), [Beehive](#), [Federated Farmers](#), [Farmers Weekly](#), [BeefLambNZ](#)

Le Gouvernement lance un système de certification officielle « grass-fed »

Le Ministre de l'agriculture et du commerce Todd McClay a annoncé le lancement d'une certification « nourri à l'herbe », pour faciliter la premiumisation sur les marchés à l'export, en réponse aux demandes des consommateurs. La certification serait accessible aux produits laitiers sous réserve d'une alimentation à au moins 90% de pâturage, 340 jours par an ; et aux viandes rouges sous réserve d'une alimentation à prédominance issue de pâturage et de permettre aux animaux de pouvoir pâturer toute l'année. [Beehive](#), [Farmers Weekly](#)

Le secteur de l'élevage et le Gouvernement signent un accord de préparation et d'action à la fièvre aphteuse

Le 11 juin, le Ministre Andrew Hoggard a annoncé la signature d'un partenariat avec *BeefLambNZ*, *DairyNZ*, *DCANZ*, *Deer Industry NZ*, *NZ Pork* et

Meat Industry Association. Ce partenariat définit la manière dont la préparation à une éventuelle incursion de fièvre aphteuse, et les actions en réponse, seront coordonnées. La filière contribuera à hauteur de 40% des coûts de préparation et 15% des coûts de réponse (avec un plafond à 450 M NZD), et en compensation bénéficiera d'un droit de siège au comité de décision. [Farmers Weekly](#), [Beehive](#), [BeefLambNZ](#), [DairyNZ](#)

Le Gouvernement lance 9 expérimentations de crédits biodiversité

Le Ministre Andrew Hoggard a annoncé 9 essais de projets délivrant des crédits biodiversité, sur le modèle des crédits carbone, pour explorer la manière dont le Gouvernement pourrait être impliqué. Il a souligné que le dispositif fonctionnerait sur une combinaison de modèles plutôt que sur un modèle unique. Les filières agricoles et les principales entreprises ont accueilli favorablement cette annonce. Les projets soutenus concernent entre autres la reconversion de forêts exotiques en forêts natives, la conversion de fermes en zones humides, et des dispositifs de certification étrangers ou proposés par le secteur agricole. Les Verts dénoncent le manque de précision dans le projet du Gouvernement, qui vise à remplacer le cadre *Significant Natural Areas* du *National Policy Statement on Indigenous Biodiversity*, ce dernier apportant des garanties de protection plus importantes selon eux. [Farmers Weekly](#), [Beehive](#), [Spinoff](#)

Le secteur laitier serait vraisemblablement exclu du projet d'accord de commerce entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande

Les négociateurs indiens auraient indiqué à leurs partenaires néo-zélandais n'envisager aucune ouverture aux produits laitiers de Nouvelle-Zélande, par cohérence avec les autres accords de libre-échange négociés par l'Inde. Les produits laitiers sont parmi les principaux intérêts offensifs de la Nouvelle-Zélande. [The Post](#)

Le Gouvernement accorde 150 000 NZD supplémentaires à la mise en œuvre de l'accord OMC sur les subventions à la pêche

Le Ministre du commerce a annoncé passer de 160 000 NZD à 310 000 NZD la contribution de la Nouvelle-Zélande au soutien à la mise en œuvre de l'accord OMC sur les subventions à la pêche adopté en juin 2022. L'accord interdit les subventions soutenant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. [Beehive](#)

Visite du Ministre du commerce néo-zélandais en Europe et à Paris

Le Ministre Todd McClay s'est rendu début juin à Bruxelles, Paris et en Suisse pour rencontrer des homologues. Il a notamment participé à une ministérielle OCDE, célébré l'accord de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande, et eu un entretien avec le Ministre français du commerce, Laurent Saint-Martin, sur la situation du commerce mondial et sur les effets de l'accord UE-Nouvelle-Zélande. [Beehive](#)

La Nouvelle-Zélande améliore l'accès de son bois au marché vietnamien

Un accord de coopération annoncé le 27 mai permet au bois néo-zélandais d'être reconnu par les standards de construction du Vietnam. La Nouvelle-Zélande y exporte actuellement 48 M NZD de bois scié. [Beehive](#)

Le secteur agricole suit la situation dans le Golfe Persique

Le secteur agricole s'inquiète des perturbations sur les trajets des navires, Fonterra ayant 1300 navires en route vers le Golfe, et 1600 au départ dans les semaines suivantes. Au besoin, certains navires seront reroutés et les cargaisons ensuite acheminées par camions vers les pays du Golfe. [Farmers Weekly](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 02/07/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
Avril 2025 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	7,7M€	32,8M€
Balance commerciale de la France pour le mois	-25,1M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 1,9M€ Produits laitiers (04) : 1,2M€ Résidus des industries agroalimentaires : 1,0M€	Viande (02) : 10,8M€ Fruits (08) : 8,4M€ Poissons et crustacés (03) : 3,1M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le Premier Ministre Christopher Luxon a rencontré la Présidente de la [Commission européenne](#) Ursula von der Leyen et le Président du Conseil européen Antonio Costa en juin. Ils se sont félicités de la montée en puissance du commerce, les exports néo-zélandais vers l'UE ayant augmenté de plus de 1 Md NZD en un an (25%), et les deux entités coopérant sur 17 projets à travers Horizon Europe.
- Un rapport de *Lincoln University* estime possible d'augmenter de 10% la [productivité](#) agricole du pays, soit 10 Md NZD de plus en 5 à 7 ans, par la modification des systèmes de production (notamment en combinant des ateliers de différentes filières) et de la conception de la production agricole par les agriculteurs.
- Les ventes de [tracteurs](#) déclinent en Nouvelle-Zélande en raison de l'augmentation des charges d'exploitation, de la hausse des taux d'intérêt, et de la montée des agriculteurs en efficacité.
- Le Gouvernement refuse d'élaborer une [stratégie nationale de l'alimentation](#), comme demandé en mai 2023 par le collectif *Eat New Zealand*, face à l'augmentation du coût de la vie et au fait que 20% des foyers avec enfants connaissent une situation d'insécurité alimentaire. Le comité des pétitions s'est dit non convaincu qu'une stratégie nationale serait la solution adéquate.
- Un collectif a développé un outil de formation visant à faciliter l'accès des [Maoris](#) à des postes à responsabilité dans le secteur agricole et agroalimentaire ; la communauté maorie est en effet sous-représentée à cette échelle, par rapport à son importance en termes de propriété des terres et de part dans la main d'œuvre agricole.
- Un collectif de 26 scientifiques experts du climat a émis une lettre ouverte appelant la Nouvelle-Zélande à ne pas réviser ses cibles de réduction du [méthane](#), fixées selon l'Accord de Paris. Cette lettre fait suite à un rapport commandité par le Gouvernement néo-zélandais en 2024, qui avait pour consigne d'étudier les trajectoires pour ne pas ajouter de réchauffement (reposant sur la dégradation naturelle et à cycle court du méthane dans l'atmosphère) ; ce que les scientifiques dénoncent comme une manière d'entériner le niveau actuel d'émissions, au lieu de chercher à les réduire.
- La société néo-zélandaise [Halter](#), qui commercialise notamment des colliers à énergie solaire reliés à un système de clôture virtuelle, est désormais valorisée à 1 Md NZD après une levée de fonds de 100 M NZD.

- La filière de la viande rouge a lancé la deuxième phase de sa campagne [Taste Pure Nature](#) en Chine, l'objectif de cette nouvelle étape étant de mener des analyses de marché.
- L'autorité de l'efficacité et de la conservation énergétiques a annoncé des fonds pour réduire les contraintes administratives à l'installation de [panneaux solaires](#) sur les fermes. Les principaux freins relevés concernent les contraintes imposées par les conseils locaux.
- Le Gouvernement et l'[Indonésie](#) ont signé un partenariat sur le halal promouvant la coopération pour fluidifier les exports néo-zélandais de produits laitiers et de viandes.
- Selon un rapport de [BeefLambNZ](#), la conversion d'élevages de viande rouge en forêt pour [carbon farming](#) se poursuit, avec 39 000 ha vendus dans ce but entre septembre 2024 et mai 2025, soit un peu plus de 300 000 ha et environ 2 millions de têtes de bétail depuis 2017. Le Gouvernement a dans ce cadre salué le passage de la première lecture du [Climate Change Response Amendment Bill](#) le 25 juin, qui limite les conversions de terres à haute productivité agricole en forêt à 15 000 ha par an.
- [Danone Nutricia NZ](#) a déclaré un profit avant taxe en augmentation de 10 M NZD pour l'année 2024, à un niveau de 34,8 M NZD soit une hausse du profit après taxe de 9,6 M NZD et un chiffre d'affaires de 591,8 M NZD (contre 447,9 M NZD en 2023).
- A partir du 1^{er} juillet 2025, les éleveurs et les transporteurs ont l'obligation en Nouvelle-Zélande de déclarer les mouvements de [lait cru](#). Cette [mesure](#) vise à mieux lutter contre *Mycoplasma bovis*, qui peut être propagé par l'utilisation de lait cru en alimentation animale.
- Le Gouvernement (agence *Kainga Ora*) a contractualisé avec l'entreprise Bremworth pour la fourniture de tapis et moquettes en [laine](#). Cette annonce a été saluée par la filière, qui cherche des opportunités de mettre en valeur les bénéfices de la fibre naturelle qu'est la laine.
- Deux Français ont ouvert la première ferme à [escargots](#) de Nouvelle-Zélande (50 000 escargots), qui fournira des restaurants haut de gamme.
- Une prise accidentelle de 6 tonnes de [corail](#) par chalutage a eu lieu dans le Chatham Rise fin 2024. Cela a été dénoncé par les ONG alors que l'[ONU](#) a considéré la Nouvelle-Zélande comme très performante en matière de gestion des océans.
- Le [kingfish](#) pourrait être monter en puissance dans les exploitations aquacoles en terre en Nouvelle-Zélande.
- [Bayer](#) a annoncé la fermeture de son site de R&D de Hastings, ce qui aura pour effet de stopper les essais permettant d'enregistrer de nouveaux produits de protection des cultures pour homologation en Nouvelle-Zélande. La raison en est la lenteur du traitement des dossiers par les autorités néo-zélandaises.
- L'entreprise KiwiLeather Innovations a développé une solution pour produire des cuirs végétaux à partir de déchets de l'industrie du [kiwi](#). Ces pertes, d'environ 50 000 t par an dans le pays, sont actuellement utilisées comme aliment animal, avec un faible ajout de valeur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtrésor.gouv.fr

Sélection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)